\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Presidente de la República

Nayib Bukele

**E-mail:** **contacto@presidencia.gob.sv** **Twitter/X: @nayibbukele
Facebook: @PresidenciaSV
Instagram: @nayibbukele**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Président,

**Je vous écris pour vous faire part de ma profonde préoccupation concernant Fidel Zavala, porte-parole de l’Unidad de Defensa de Derechos Humanos y Comunitarios (UNIDEHC), et son récent transfèrement à la prison de Mariona**. Sa détention semble être un acte direct de représailles en raison de son travail consistant à recenser et dénoncer les actes de torture et autres mauvais traitements, les décès et autres violations des droits humains dans les prisons sous l’état d’urgence national. Son témoignage s’est avéré crucial dans la dénonciation de ces violations, ce qui fait craindre qu’il n’ait été arrêté pour invisibiliser son travail et décourager toute dénonciation des abus commis par l’État. Son récent transfèrement à la prison de Mariona met sa vie et son intégrité personnelle en situation de danger imminent car il est détenu actuellement par des gardiens qu’il avait précédemment dénoncés en raison des actes de torture et autres mauvais traitements qu’ils avaient infligés à des personnes en détention.

Comme vous le savez, l’UNIDEHC joue un rôle clé dans la dénonciation de graves violations des droits humains, en particulier celles liées à l’état d’urgence. Selon les informations dont nous disposons, Fidel Zavala a été arrêté peu après que l’UNIDEHC a appuyé une plainte devant le bureau du procureur pour la défense des droits de l’homme concernant la détention de responsables de la communauté de La Floresta, qui luttent contre l’expulsion forcée de leurs terres.

Outre la détention de Fidel Zavala et l’opération menée dans les locaux de l’UNIDEHC, plus de 20 membres de La Floresta auraient été détenus, avivant les craintes d’un durcissement de la répression à l’encontre de celles et ceux qui défendent les droits fonciers et l’organisation locale. Ces événements en série sont préoccupants, car ils semblent s’inscrire dans une stratégie plus vaste visant à criminaliser les défenseur·e·s des droits humains dans le pays.

**Face à la gravité de la situation, je vous demande de:**

* **Prendre des mesures immédiates afin de garantir l’intégrité personnelle et le droit à un procès équitable de Fidel Zavala et de toutes les personnes détenues à la suite de l’opération au siège de l’UNIDEHC.**
* **Veiller à ce que leurs conditions de détention respectent les principes d’humanité ainsi que le droit international relatif aux droits humains et les normes connexes, notamment les Règles Mandela.**
* **Transférer Fidel Zavala dans un autre lieu de détention, hors de portée des gardiens qu’il a auparavant dénoncés pour des actes de torture et d’autres mauvais traitements ainsi que des décès survenus dans des centres de détention.**

**Enfin, je vous prie instamment de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les défenseur·e·s des droits humains, les responsables communautaires et les organisations de la société civile puissent mener à bien leur travail sans crainte de représailles. Il s’agit notamment de mettre fin à l’utilisation abusive du droit pénal pour persécuter et criminaliser la défense des droits humains.**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l’expression de ma très haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République d'El Salvador, Rue de Lausanne 65, 1202 Genève

Fax: 022 738 47 44, E-mail: mision.ginebra@rre.gob.sv